



États financiers consolidés intermédiaires non audités de

MEGA Brands Inc.

Trimestres terminés les 30 septembre 2011 et 2010



Comptes du résultat intermédiaires consolidés non audités

(en milliers de dollars US, sauf les données par action)

	Note	Trimestres terminés les 30 septembre,		Neuf mois terminés les 30 septembre,	
		2011	2010	2011	2010
		\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires net		133 354	128 291	268 332	256 211
Coût des produits vendus		80 958	74 676	167 074	155 719
Marge brute		52 396	53 615	101 258	100 492
Frais de marketing et de publicité		3 721	5 505	9 219	11 183
Frais de recherche et de développement		3 172	2 737	9 965	8 745
Autres frais de vente, de distribution et d'administration		22 281	21 471	60 944	73 758
Considération conditionnelle liée a une acquisition d'entreprise	4	110	168	884	503
Perte (gain) de change		1 162	655	620	(462)
Résultat d'exploitation		21 950	23 079	19 626	6 765
Frais financiers		4 552	4 771	14 062	20 816
Perte (gain) sur règlement de dette	7	-	-	2 984	(144 338)
		4 552	4 771	17 046	(123 522)
Résultat net avant impôts		17 398	18 308	2 580	130 287
Impôts sur le résultat					
Exigibles		487	1 068	(4 968)	8 705
Différés		(139)	23	(548)	1 772
		348	1 091	(5 516)	10 477
Résultat net		17 050	17 217	8 096	119 810
Résultat net par action					
De base	6	1,04	1,05	0,49	10,26
Dilué	6	0,51	0,36	0,40	5,97

Aux fins de la présentation de l'information comparative de 2010, la Société a ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Se reporter à la note 4 des présents états financiers consolidés intermédiaires pour des explications concernant la transition aux IFRS.



États consolidés du résultat global intermédiaires non audités

(en milliers de dollars US)

	Note	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
		2011	2010	2011	2010
		\$	\$	\$	\$
Résultat net		17 050	17 217	8 096	119 810
Autres éléments du résultat global:					
<i>Montant cumulé des différences de conversion</i>	4	(1 182)	(541)	(2 063)	(3 216)
Autres éléments du résultat global		(1 182)	(541)	(2 063)	(3 216)
Résultat global		15 868	16 676	6 033	116 594

Aux fins de la présentation de l'information comparative de 2010, la Société a ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Se reporter à la note 4 des présents états financiers consolidés intermédiaires pour des explications concernant la transition aux IFRS.



Bilans consolidés non audités

(en milliers de dollars US)

		30 septembre 2011	31 décembre 2010
	Note	\$	\$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 801	5 277
Clients et autres débiteurs		137 223	123 194
Stocks		70 824	51 135
Instruments financiers dérivés	11	48	414
Charges payées d'avance		12 415	11 039
Total actifs courants		223 311	191 059
Actif non courant			
Immobilisations corporelles		30 587	21 501
Actifs incorporels		23 298	23 615
Goodwill		30 000	30 000
Instruments financiers dérivés	11	116	309
Impôts différés actifs		5 935	7 097
Total de l'actif		313 247	273 581
Passif			
Passif courant			
Facilité de crédit adossée à des actifs	7	40 154	-
Fournisseurs et autres créiteurs		74 195	62 686
Impôts sur les bénéfices		12 610	16 857
Instruments financiers dérivés	11	289	970
Tranche à court terme de la dette à long terme	7	6 848	35
		134 096	80 548
Passif non courant			
Dette à long terme	7	104 219	125 507
Instruments financiers dérivés	11	129	19
		104 348	125 526
Capitaux propres			
Capital-actions	8	429 007	429 007
Bons de souscription	8	24 430	24 430
Surplus d'apport		3 245	1 982
Déficit	4	(374 556)	(382 652)
Cumul des autres éléments du résultat global	4	(7 323)	(5 260)
Capitaux propres		74 803	67 507
Total du passif et des capitaux propres		313 247	273 581

Aux fins de la présentation de l'information comparative de 2010, la Société a ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Se reporter à la note 4 des présents états financiers consolidés intermédiaires pour des explications concernant la transition aux IFRS.



État consolidé des variations des capitaux propres non audités

(en milliers de dollars US)

		Capital- actions	Bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global	Total Capitaux propres
	Note	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde – 1er janvier 2010		308 678	-	558	(513 754)	-	(204 518)
Résultat net de la période		-	-	-	119 810	-	119 810
Autres éléments du résultat global	4	-	-	-	-	(3 216)	(3 216)
Émission d'actions en règlement de dettes	8	37 869	-	-	-	-	37 869
Émission d'actions en contrepartie d'espèces	8	85 859	-	-	-	-	85 859
Frais d'émission d'actions	8	(3 399)	-	-	-	-	(3 399)
Émission de bons de souscription	8	-	25 395	-	-	-	25 395
Frais d'émission des bons de souscription	8	-	(965)	-	-	-	(965)
Rémunération à base d'actions	8	-	-	916	-	-	916
Solde – 30 septembre 2010		429 007	24 430	1 474	(393 944)	(3 216)	57 751
Résultat net de la période		-	-	-	11 292	-	11 292
Cumul des autres éléments du résultat global	4	-	-	-	-	(2 044)	(2 044)
Rémunération à base d'actions		-	-	508	-	-	508
Solde – 31 décembre 2010		429 007	24 430	1 982	(382 652)	(5 260)	67 507
Résultat net de la période		-	-	-	8 096	-	8 096
Cumul des autres éléments du résultat global		-	-	-	-	(2 063)	(2 063)
Rémunération à base d'actions		-	-	1 263	-	-	1 263
Solde – 30 septembre 2011		429 007	24 430	3 245	(374 556)	(7 323)	74 803

Le cumul des autres éléments du résultat global est composé uniquement d'écarts de conversion cumulatifs.

Aux fins de la présentation de l'information comparative de 2010, la Société a ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Se reporter à la note 4 des présents états financiers consolidés intermédiaires pour des explications concernant la transition aux IFRS.



États consolidés des flux de trésorerie non audités

(en milliers de dollars US)

	Note	Neuf mois terminés les 30 septembre,	
		2011	2010
		\$	\$
Flux de trésorerie liés aux :			
Activités opérationnelles			
Résultat net de la période		8 096	119 810
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles		7 960	8 043
Amortissement des actifs incorporels		316	498
Perte (gain) sur règlement de dette	7	1 236	(149 304)
Régimes de rémunération à base d'actions		1 263	916
Frais financiers		14 062	20 816
Radiation des frais de financement reportés	7	1 748	2 967
Impôts sur les bénéfices		(5 516)	10 477
Gain de change		(3 331)	(4 739)
		25 834	9 484
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	10	(27 851)	(16 684)
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)		706	(1 255)
Frais d'intérêts payés		(6 827)	(20 887)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(8 138)	(29 342)
Activités de financement			
Rachat de débetures	7	(20 644)	-
Variation dans la facilité de crédit adossée à des actifs	7	40 154	17 887
Prêt gouvernemental	7	4 152	-
Émission de dette à long terme	7	32	-
Remboursement sur la dette à long terme	7	-	(216 159)
Émission de débetures	7	-	120 732
Émission d'actions	8	-	85 859
Émission de bons de souscription	8	-	23 776
Frais de financement reportés	7	-	(7 937)
Frais d'émission d'actions	8	-	(3 399)
Frais d'émission des bons de souscription	8	-	(965)
Flux de trésorerie sur activités de financement		23 694	19 794
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(18 145)	(7 319)
Flux de trésorerie sur activités d'investissement		(18 145)	(7 319)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et équivalents		113	(102)
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(2 476)	(16 969)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		5 277	26 763
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		2 801	9 794

Aux fins de la présentation de l'information comparative de 2010, la Société a ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Se reporter à la note 4 des présents états financiers consolidés intermédiaires pour des explications concernant la transition aux IFRS.



(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars US, à l'exception des données par action)
(non audités)

1. Informations générales

MEGA Brands Inc. (« MEGA Brands » ou la « Société ») a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et dont les actions sont négociés à la Bourse de Toronto. Le siège social et établissement principal de la Société est situé au 4505, rue Hickmore, Montréal (Québec) Canada H4T 1K4.

La Société et ses filiales (le « Groupe ») conçoivent, fabriquent et commercialisent une vaste gamme de jouets, de produits de papeterie et de jeux d'activités. La Société vend et distribue ses produits dans plus de 100 pays sous les marques MEGA BLOKS, ROSE ART, MEGA PUZZLES, MEGA GAMES et BOARD DUDES.

2. Principales conventions comptables

La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, tels qu'ils sont énoncés dans le *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (Manuel de l'ICCA)*. En 2010, le Manuel de l'ICCA a été remanié pour y inclure les Normes internationales d'information financière (IFRS) et il exige que les entreprises ayant une obligation d'information du public appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société a donc commencé à présenter son information conformément à ce référentiel comptable à partir de cette date. Dans les présents états financiers, les PCGR du Canada s'entendent des PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément aux IFRS applicables pour l'établissement d'états financiers intermédiaires, notamment à la Norme comptable internationale 34, « *Information financière intermédiaire* » et IFRS 1, « *Première adoption des Normes internationales d'information financière* ». Les méthodes comptables appliquées pour ces états financiers intermédiaires sont les mêmes que celle appliquées pour les états financiers intermédiaires de la Société pour la période terminée le 31 mars 2011. La Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 4 contient de l'information sur l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la Société, sa performance financière et ses flux de trésorerie au 30 septembre 2010.

Les méthodes appliquées pour les états financiers consolidés intermédiaires résumés reposent sur les IFRS publiées et en vigueur au 1^{er} novembre 2011, date à laquelle le conseil d'administration a approuvé les états financiers. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui seront appliquées dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2011, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires, y compris des ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Société établis conformément aux PCGR du Canada pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et ses états financiers intermédiaires pour le trimestre terminé le 31 mars 2011 qui ont été dressés selon les normes IFRS applicable aux états financiers intermédiaires.

La préparation d'états financiers conformément aux IFRS nécessite le recours à certaines estimations comptables critiques. Elle exige également que la direction exerce son jugement dans le processus d'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui nécessitent un degré plus élevé de jugement ou de complexité ou les aspects comportant des hypothèses et des estimations significatives pour les états financiers consolidés sont présentés à la note 3.

Base d'évaluation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, sauf en ce qui concerne la réévaluation de certains actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur, notamment des instruments dérivés.



Consolidation

Les états financiers consolidés intègrent les états financiers de la Société et ceux de ses filiales depuis la date de leur acquisition.

Les filiales sont les entités que le groupe contrôle parce qu'il a le pouvoir de diriger leurs politiques financières et opérationnelles. Ce contrôle s'accompagne généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui peuvent actuellement être exercés ou convertis sont pris en compte pour évaluer si le groupe contrôle une autre entité. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à compter de la date à laquelle le groupe obtient le contrôle, et ils cessent de l'être à compter de la date à laquelle ce contrôle cesse.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée dans le cadre de l'acquisition d'une filiale comprend la juste valeur des actifs transférés, les passifs engagés et les participations émises par le groupe, s'il en est. La contrepartie transférée inclut la juste valeur des actifs et passifs découlant d'une entente de considération conditionnelle. Les coûts de transaction liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et les passifs éventuels pris en charge lors d'un regroupement d'entreprises sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition. Sur la base de chaque acquisition individuelle, le groupe comptabilise toute participation ne donnant pas le contrôle dans une acquisition soit à la juste valeur, soit à la proportion des actifs nets de la société acquise qui correspond à la participation ne donnant pas le contrôle.

L'excédent de la contrepartie transférée, de la participation ne donnant pas le contrôle dans une société acquise ou de la juste valeur à la date d'acquisition de toute prise de participation antérieure dans la société acquise, en comparaison de la portion des actifs nets identifiables détenus par le groupe, est comptabilisé sous forme de goodwill. Si ce montant est inférieur à la juste valeur des actifs nets de la filiale, dans le cas d'une acquisition à rabais, la différence est comptabilisée directement dans le compte de résultat.

Les transactions, soldes, produits et charges non réalisés lors de transactions intragroupe sont éliminés lors de la consolidation.

Informations sectorielles

Les informations sectorielles sont présentées selon les secteurs d'activités de la Société. La Société gère ses activités en fonction de deux secteurs géographiques, l'Amérique du Nord (les États-Unis et le Canada) et l'International.

Pour chaque secteurs géographiques, la Société axe ses activités de vente et de commercialisation sur deux gammes de produits, la gamme Jouets et la gamme Papeterie et jeux d'activités, comme suit :

- La gamme Jouets comprend les jouets de construction MEGA BLOKS^{MD}, les casse-tête MEGA PUZZLES^{MD} et les jeux de société MEGA GAMES^{MD}.
- La gamme Papeterie et jeux d'activités comprend les produits reliés au dessin et les ensembles d'artisanat et d'activités ROSE ART^{MD}, les tableaux blancs et accessoires BOARD DUDES^{MD}, et les instruments pour écrire.

Ces secteurs opérationnels rendent compte de la manière dont l'information financière est présentée au principal décideur opérationnel. Le conseil d'administration et le chef de la direction constituent le principal décideur opérationnel de la Société. Ils sont responsables de la prise de décision stratégique, de la répartition des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs opérationnels.

Actions ordinaires en circulation

Le 10 juin 2010, les actionnaires de la Société ont approuvé un regroupement des actions ordinaires à raison d'une action ordinaire post-regroupement pour chaque tranche de 10 à 20 actions ordinaires d'avant regroupement devant être réalisé avant le 11 juin 2011. Le 10 juin 2011, la Société a réalisé le regroupement à raison d'une action ordinaire post-regroupement pour chaque tranche de 20 actions ordinaires d'avant regroupement. En conséquence, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le résultat par action, le nombre d'actions ordinaires et d'option d'achat d'actions, ainsi que le ratio de conversion et le prix par action associé aux bons de souscription en circulation de la Société ont été rajustés rétroactivement pour donner suite au regroupement.

Normes comptables publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur

Norme internationale d'information financière 9 Instruments financiers (« IFRS 9 »)

IFRS 9, publiée en novembre 2009, renferme des dispositions applicables aux actifs financiers. Elle porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et remplace les catégories multiples et les modèles d'évaluation énoncés dans IAS 39 pour les instruments de créance par un nouveau modèle d'évaluation mixte comportant seulement deux catégories : coût amorti et juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace aussi les modèles pour l'évaluation des instruments de capitaux propres, ces instruments étant comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque de tels instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un remboursement du placement. Cependant, les autres profits et pertes (y compris les pertes de valeur) associés à ces instruments demeurent indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Les dispositions applicables aux passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010, et elles correspondent essentiellement aux dispositions énoncées dans IAS 39 « *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* », à l'exception du fait que les variations de la juste valeur des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net attribuables au risque de crédit seraient généralement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

La norme s'appliquera aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et son adoption anticipé est autorisée. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de la norme ni si elle l'adoptera par anticipation.

3. Estimations et jugements comptables critiques

La préparation d'états financiers conformément aux IFRS exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté des actifs et des passifs à la date des états financiers, ainsi que sur le montant du chiffre d'affaires et des charges constatés pour l'exercice ou la période intermédiaire. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les estimations les plus importantes de la direction portent sur l'évaluation de la provision de fin d'exercice sur les clients et autres débiteurs, l'évaluation des stocks, des impôts futurs, des actifs incorporels, du goodwill, des diverses réserves et provisions, des impôts sur le résultat, de la monnaie fonctionnelle et sur l'évaluation des instruments financiers dérivés.

4. Passage aux IFRS

La date de transition de la Société est le 1^{er} janvier 2010. La Société a établi son bilan d'ouverture à cette date. L'incidence du passage aux IFRS par la Société est résumée dans cette note comme suit :



Rapprochement de la situation financière à l'avoir des actionnaires au 30 septembre 2010 :

PCGRC	Note	PCGRC	Effets du passage aux IFRS					IFRS	IFRS
			Regroupement d'entreprise	Rémunération à base d'actions	Réévaluation de la débeture convertible	Impôts différés	Écart de conversion		
Actifs									
Actif à court terme									
Trésorerie et équivalents de trésorerie		9 794	-	-	-	-	-	9 794	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Comptes débiteurs		124 398	-	-	-	-	-	124 398	Clients et autres débiteurs
Stocks		66 391	-	-	-	-	-	66 391	Stocks
Impôts différés	4d)	2 160	-	-	-	(2 160)	-	-	
Instruments financiers dérivés		207	-	-	-	-	-	207	Instruments financiers dérivés
Frais payés d'avance		9 425	-	-	-	-	-	9 425	Charges payées d'avance
		212 375	-	-	-	(2 160)	-	210 215	
Immobilisations corporelles	4e)	21 383	-	-	-	-	88	21 471	Immobilisations corporelles
Actifs incorporels		23 781	-	-	-	-	-	23 781	Actifs incorporels
Écarts d'acquisition		30 000	-	-	-	-	-	30 000	Goodwill
Instruments financiers dérivés		135	-	-	-	-	-	135	Instruments financiers dérivés
Impôts différés	4d)	2 308	-	-	-	2 160	-	4 468	Impôts différés actifs
		289 982	-	-	-	-	88	290 070	
Passif									
Passif à court terme									
Comptes créditeurs et charges à payer	4a)	72 200	1 440	293	-	-	-	73 933	Clients et autres créditeurs
Impôts sur les bénéfices		18 179	-	-	-	-	-	18 179	Impôts sur les bénéfices
Instruments financiers dérivés		1 540	-	-	-	-	-	1 540	Instruments financiers dérivés
Tranche à court terme de la dette à long terme		18 034	-	-	-	-	-	18 034	Tranche à court terme de la dette à long terme
		109 953	1 440	293	-	-	-	111 686	
Dette à long terme		120 165	-	-	-	-	-	120 165	Dette à long terme
Instruments financiers dérivés		468	-	-	-	-	-	468	Instruments financiers dérivés
Impôts différés		-	-	-	-	-	-	-	Impôts différés passifs
		230 586	1 440	293	-	-	-	232 319	
Capitaux propres									
Capital-actions		429 007	-	-	-	-	-	429 007	Capital-actions
Bons de souscription		24 430	-	-	-	-	-	24 430	Bons de souscription
Surplus d'apport	4c)	19 575	-	485	(18 586)	-	-	1 474	Surplus d'apport
Composante de capitaux propres des débetures convertibles	4a,c,e)	(413 616)	(1 440)	(778)	18 586	-	3 304	(393 944)	
Déficit	4e)	-	-	-	-	-	(3 216)	(3 216)	Déficit
		59 396	(1 440)	(293)	-	-	88	57 751	Capitaux propres
		289 982	-	-	-	-	88	290 070	Total du passif et des capitaux propres



Rapprochement du résultat net et du résultat global pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010 :

PCGRC	Note	PCGRC	Effets du passage aux IFRS					IFRS	IFRS	
			Regroupement d'entreprise	Rémunération à base d'actions	Réévaluation de la débiteure convertible	Impôts différés	Écart de conversion			Autres
Chiffre d'affaires net		128 291	-	-	-	-	-	-	128 291	Chiffre d'affaires net
Coût des produits vendus	4e)	74 446	-	-	-	-	230	-	74 676	Coût des produits vendus
Marge brute		53 845	-	-	-	-	(230)	-	53 615	Marge brute
Frais de marketing et de publicité		5 505	-	-	-	-	-	-	5 505	Frais de marketing et de publicité
Frais de recherche et de développement		2 737	-	-	-	-	-	-	2 737	Frais de recherche et de développement
Autres frais de vente, de distribution et d'administration	4e)	20 956	-	441	-	-	74	-	21 471	Autres frais de vente, de distribution et d'administration
Dépréciation des écarts d'acquisition / recouvrement du coût d'acquisition	4a)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Considération conditionnelle liée a une acquisition d'entreprise	4a)	-	168	-	-	-	-	-	168	Considération conditionnelle liée a une acquisition d'entreprise
Perte de change sur débiteures	4e)	3 444	-	-	-	-	(3 444)	-	-	
Gain de change	4c,e)	(954)	-	-	-	-	1 609	-	655	Gain de change
Bénéfice d'exploitation		22 157	(168)	(441)	-	-	1 531	-	23 079	Résultat d'exploitation
Charge d'intérêts et autres charges										
Intérêts sur la dette à long terme	4c, e)	4 192	14	-	-	-	-	2 320	6 526	Frais financiers
Gain sur règlement de dette	4c)	-	-	-	-	-	-	-	-	Perte (gain) sur règlement de dette
Amortissement des frais de financement reportés		461	-	-	-	-	-	(2 064)	(1 603)	
Autres intérêts		104	-	-	-	-	-	(256)	(152)	
		4 757	14	-	-	-	-	-	4 771	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices		17 400	(182)	(441)	-	-	1 531	-	18 308	Résultat net avant impôts
Impôts sur les bénéfices										Impôts sur le résultat
Exigibles		1 068	-	-	-	-	-	-	1 068	Exigibles
Futurs		23	-	-	-	-	-	-	23	Différés
		1 091	-	-	-	-	-	-	1 091	
Bénéfice net		16 309	(182)	(441)	-	-	1 531	-	17 217	Résultat net de la période
Autres éléments du résultat étendu	4e)	-	-	-	-	-	(541)	-	(541)	Autres éléments du résultat global de la période
Résultat étendu		16 309	(182)	(441)	-	-	990	-	16 676	Résultat global



Rapprochement du résultat net et du résultat global pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010 :

PCGRC	Note	PCGRC	Effets du passage aux IFRS					IFRS	IFRS	
			Regroupement d'entreprise	Rémunération à base d'actions	Réévaluation de la débeture convertible	Impôts différés	Écart de conversion			Autres
Chiffre d'affaires net		256 211	-	-	-	-	-	-	256 211	Chiffre d'affaires net
Coût des produits vendus	4e)	155 035	-	-	-	-	684	-	155 719	Coût des produits vendus
Marge brute		101 176	-	-	-	-	(684)	-	100 492	Marge brute
Frais de marketing et de publicité		11 183	-	-	-	-	-	-	11 183	Frais de marketing et de publicité
Frais de recherche et de développement		8 745	-	-	-	-	-	-	8 745	Frais de recherche et de développement
Autres frais de vente, de distribution et d'administration	4e)	72 767	-	778	-	-	213	-	73 758	Autres frais de vente, de distribution et d'administration
Dépréciation des écarts d'acquisition / recouvrement du coût d'acquisition	4a)	900	(900)	-	-	-	-	-	-	
Considération conditionnelle liée a une acquisition d'entreprise	4a)	-	503	-	-	-	-	-	503	Considération conditionnelle liée a une acquisition d'entreprise
Perte de change sur débetures	4e)	(179)	-	-	-	-	179	-	-	
Gain de change	4c,e)	1 219	-	-	-	-	(1 681)	-	(462)	Gain de change
Bénéfice d'exploitation		6 541	397	(778)	-	-	605	-	6 765	Résultat d'exploitation
Charge d'intérêts et autres charges										
Intérêts sur la dette à long terme	4c, e)	18 385	111	-	-	-	-	2 320	20 816	Frais financiers
Gain sur règlement de dette	4c)	(140 344)	-	-	(1 295)	-	(2 699)	-	(144 338)	Perte (gain) sur règlement de dette
Amortissement des frais de		2 064	-	-	-	-	-	(2 064)	-	
Autres intérêts		256	-	-	-	-	-	(256)	-	
		(119 639)	111	-	(1 295)	-	(2 699)	-	(123 522)	
Bénéfice avant impôts sur les Impôts sur les bénéfices		126 180	286	(778)	1 295	-	3 304	-	130 287	Résultat net avant impôts Impôts sur le résultat
Exigibles		8 705	-	-	-	-	-	-	8 705	Exigibles
Différés		1 772	-	-	-	-	-	-	1 772	Différés
		10 477	-	-	-	-	-	-	10 477	
Bénéfice net		115 703	286	(778)	1 295	-	3 304	-	119 810	Résultat net de la période
Autres éléments du résultat étendu	4e)	-	-	-	-	-	(3 216)	-	(3 216)	Autres éléments du résultat global de la période
Résultat étendu		115 703	286	(778)	1 295	-	88	-	116 594	Résultat global

Ajustements IFRS (y compris les exceptions et les choix)

a) Regroupements d'entreprises

La Société a choisi d'appliquer IFRS 3, « Regroupements d'entreprises », prospectivement aux regroupements d'entreprises réalisés après sa date de transition. En conséquence, les soldes établis selon les PCGR du Canada se rapportant à des regroupements d'entreprises conclus avant cette date, y compris le goodwill, ont été reportés sans ajustement. De plus, la Société a comptabilisé une considération conditionnelle payable à des anciens actionnaires qui sont actuellement des employés de la Société au montant de 1,4 M\$ au 30 septembre 2010.

b) Rémunération fondée sur des d'actions

La Société a choisi de ne pas appliquer les dispositions de IFRS 2, « Rémunération fondée sur des actions », aux instruments de capitaux propres attribués le ou avant le 7 novembre 2002, ou attribués après cette date mais qui n'ont pas été acquis avant la date de transition.

Selon les IFRS, la Société comptabilise le coût des options sur actions attribuées aux membres du personnel sur la période d'acquisition au moyen du mode d'amortissement graduel plutôt que du mode d'amortissement linéaire, méthode comptable de la Société selon les PCGR du Canada. Toutes les options attribuées à la date de transition ont été acquises et, en conséquence, n'avaient aucune incidence sur la transition. Les options émises en 2010 ont accru le surplus d'apport et réduit les bénéfices non répartis et accru les autres frais de ventes, de distribution et d'administration de 0,2 M\$ pour la période terminée le 30 septembre 2010. Les unités d'actions émises en 2010, ont accru le passif, sous paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie, et réduit les bénéfices non répartis et accru les autres frais de ventes, de distribution et d'administration de 0,3 M\$ pour la période terminée le 30 septembre 2010.

c) Dette convertible

Selon les IFRS, puisque la composante de capitaux propres de la dette convertible est libellée en dollars canadiens, le détenteur bénéficie d'une option écrite lui permettant d'échanger l'option contre un nombre déterminé d'actions libellées dans la monnaie fonctionnelle. Cette option constitue un instrument financier dérivé qui a d'abord été comptabilisé à la juste valeur et mesuré subséquemment à la juste valeur par le biais du résultat net. Sous les PCGR du Canada, cette option était classée comme capitaux propres et les modifications de la juste valeur n'étaient pas comptabilisées. Ce changement de traitement comptable a réduit le surplus d'apport de 18,6 M\$, et accru les bénéfices non répartis de 18,6 M\$ au 30 septembre 2010.

d) Passifs d'impôt différé

Selon IAS 12, « Charge d'impôt », il ne convient pas de classer les soldes d'impôt différé comme courants, quel que soit le classement des actifs ou des passifs auxquels l'impôt sur le résultat différé correspond ou le moment prévu du renversement des différences. Selon les PCGR du Canada, l'impôt différé associé aux actifs courants ou aux passifs courants doit être classé comme courant. En conséquence, l'impôt différé courant de 2,2 M\$ comptabilisé selon les PCGR du Canada au 30 septembre 2010 a été reclassé comme non courant selon les IFRS.

e) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Bilan d'ouverture IFRS

Selon les IFRS, le cadre conceptuel servant à déterminer la monnaie fonctionnelle est similaire à celui utilisé pour établir la monnaie de mesure sous les PCGR du Canada; cependant, en vertu de l'IAS 21, « *Effets des variations des cours des devises* », les indicateurs permettant de déterminer la monnaie fonctionnelle sont séparés en indicateurs principaux et secondaires. Les indicateurs principaux sont étroitement liés à l'environnement économique principal dans lequel l'entité est active et on leur accorde plus de poids. Les indicateurs secondaires apportent une preuve additionnelle afin d'aider à déterminer la monnaie fonctionnelle de l'entité. Les indicateurs principaux se voient attribuer une pondération plus importante sous les IFRS que sous les PCGR du Canada.

Lors de la transition, la Société a mené une évaluation des monnaies fonctionnelles historiques de toutes les entreprises du groupe selon les exigences des IFRS. Selon cette évaluation, toutes les entreprises du groupe ont conservé la même monnaie fonctionnelle que sous les PCGR du Canada – le dollar US – à l'exception de deux exploitations étrangères, en Australie et au Mexique, où il a été déterminé que la monnaie locale aurait du constituer la monnaie fonctionnelle. Le changement de monnaie fonctionnelle historique a exigé le reclassement rétroactif des données de ces filiales dans leur monnaie locale, selon la méthode prescrite par l'IAS 21. L'impact cumulatif de la conversion historique de ces entités de leur monnaie locale en dollars US, la monnaie de présentation, a été comptabilisé dans le compte des ajustements de conversion cumulatifs.

Toutefois, en vertu de l'IFRS 1, la Société a choisi de remettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion, qui aurait autrement inclus les gains et les pertes historiques provenant de cette conversion des activités étrangères. Puisque l'impact de ce reclassement n'avait pas d'incidence significative sur le bilan au 1^{er} janvier 2010, aucun montant n'a été inclus dans le rapprochement aux PCGR du Canada.

Post transition

Tel que mentionné plus haut, aux fins historiques tant pour les IFRS que pour les PCGR du Canada, la monnaie fonctionnelle retenue pour la société mère, « MEGA Brands Inc. », est le dollar US. À la suite de l'opération de restructuration du capital survenue le 30 mars 2010, la révision de la monnaie fonctionnelle de la société mère a été entreprise à la lumière des indicateurs principaux et secondaires révisés, tel que prescrit dans l'IAS 21, et la direction en a conclu que, pour l'avenir, la monnaie fonctionnelle la plus appropriée pour la société mère serait le dollar canadien. Le changement prospectif de la monnaie fonctionnelle de la société mère à partir du 1^{er} janvier 2010 et le changement rétrospectif des monnaies de fonctionnement des activités étrangères, en Australie et au Mexique, auraient les effets suivants sur les montants précédemment déclarés en 2010 selon les PCGR du Canada : des pertes de 5,1 M\$, de 0,1 M\$ et de 0,1 M\$, respectivement.

f) Autres

La Société a reclassé l'amortissement des frais de financement différés et autres charges d'intérêt au poste « frais financiers » au compte de résultat.

Ajustements à l'état consolidé des flux de trésorerie

Le passage des PCGR du Canada aux IFRS n'a pas eu d'incidence significative sur les flux de trésorerie générés par la Société sinon que, selon les IFRS, les flux de trésorerie liés aux intérêts et aux impôts sont classés dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de la même façon à chaque période. Selon les PCGR du Canada, les flux de trésorerie associés aux paiements d'intérêts étaient classés au titre d'information supplémentaire.

5. Nature saisonnière des activités

Par le passé, les deux derniers trimestres de l'exercice ont toujours présenté un niveau d'activités plus élevé et produit de meilleurs résultats que les deux premiers trimestres.



6. Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte d'une conversion présumée de titres en actions ordinaires.

	Trimestres terminés les 30 septembre, 2011		Neuf mois terminés les 30 septembre, 2010	
	\$		\$	\$
Numérateur pour le calcul du résultat net de base par action ordinaire:				
Résultat net attribuable aux actions ordinaires	17 050	17 217	8 096	119 810
Dénominateur pour le calcul du résultat net de base par action ordinaire:				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	16 363 570	16 363 570	16 363 570	11 678 953
Résultat net de base par action	1,04	1,05	0,49	10,26
Numérateur pour le calcul du résultat net dilué par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actions ordinaires	17 050	17 217	8 096	119 810
Plus: Impact de l'économie d'intérêt	2 877	2 042	8 556	4 176
Plus: Impact du rachat des débetures	(5 388)	(8 925)	(5 276)	(4 866)
	14 539	10 334	11 376	119 120
Dénominateur pour le calcul du résultat net dilué par action ordinaire				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	16 363 570	16 363 570	16 363 570	11 678 953
Plus: L'incidence des options d'achat d'actions	1 138	-	156 166	-
Plus: L'incidence des bons de souscription	12 192 200	12 192 200	12 192 200	8 262 114
	28 556 908	28 555 770	28 711 936	19 941 067
Résultat net dilué par action	0,51	0,36	0,40	5,97

L'effet dilutif des options sur actions pour les période de trois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2010 est nul, étant donné leur effet antidilutif.

7. Dette à long terme

	30 septembre 2011	31 décembre 2010
(en milliers de dollars US)	\$	\$
Débetures garanties a)	109 359	127 332
Prêt gouvernemental, garantie, échéant en mars 2018 b) à diverses dates jusqu'en mai 2012	2 835 43	- 44
	112 237	127 376
Moins l'amortissement des frais de financement reportés	1 170	1 834
	111 067	125 542
Moins la partie à court terme de la dette à long terme	6 848	35
	104 219	125 507



a) Le 30 mars 2010, la Société a réglé la totalité de sa dette garantie de premier rang et de ses débetures convertibles non garanties en cours dans le cadre d'une opération de restructuration du capital.

(i) L'opération a été réalisée comme suit :

- La Société a complété un placement privé pour un produit brut de 121,3 M\$. Ce financement comportait l'émission de 62 572 unités privées au prix de 2 000 \$ CA par unité. Chaque unité privée était composée d'une débeture, de 100 actions ordinaires et de 2 000 bons de souscription.
- La Société a complété un financement en prise ferme pour un produit brut de 70,0 M\$ (71,5 M\$ CA). Ce financement comportait l'émission d'unités-créances au prix de 1 000 \$ CA par unité. Chaque unité-créance était composée d'une débeture et de 800 bons de souscription.
- La Société a complété un financement en prise ferme pour un produit brut de 37,9 M\$ (38,5 M\$ CA). Ce financement comportait l'émission d'unités-actions au prix de 100 \$ CA par unité. Chaque unité-actions était composée de 10 actions ordinaires et de 120 bons de souscription.
- Le produit tiré de ces placements a été désigné pour le règlement de la dette garantie de rang supérieur de la Société et a été entiercé jusqu'au 30 mars 2010, la date à laquelle l'opération de restructuration du capital a été réalisée.
- À la clôture de l'opération, la Société a également émis 3 660 849 actions ordinaires dans le cadre du règlement de sa dette garantie de rang supérieur, pour une juste valeur de 31,3 M\$.
- En outre, la Société a émis des unités privées pour une juste valeur estimée à 15,0 M\$ en règlement de la totalité de ses débetures convertibles. L'émission comportait 7 650 unités. Chaque unité privée était composée d'une débeture, de 100 actions ordinaires et de 2 000 bons de souscription.

ii) Au 30 mars 2010, les unités privées, les unités-créances et les unités-actions émises dans le cadre de l'opération ont été converties ou se sont séparées en actions ordinaires, bons de souscription et/ou débetures selon le nombre et selon les conditions qui y sont respectivement indiqués, comme suit :

- * Débetures garanties d'un capital de 141,7 M\$. Les débetures sont libellées en dollars canadiens et portent intérêt à 10 % par année, payable deux fois par année à terme échu au 30 juin et 31 décembre à chaque année jusqu'à la date d'échéance en 2015. La juste valeur initiale des débetures était de 126,3 M\$.
- * 14 533 049 actions ordinaires (composées de 3 660 849 actions ordinaires émises aux porteurs de la dette garantie de rang supérieur, de 765 000 actions ordinaires émises aux porteurs de débetures convertibles et de 10 107 200 actions ordinaires émises aux souscripteurs du placement privé et des financements en prise ferme). Au 30 mars 2010, la juste valeur des actions ordinaires émises était de 123,7 M\$.
- * 243 844 000 bons de souscription (composés de 15 300 000 bons de souscription émis aux porteurs de débetures convertibles et de 228 544 000 bons de souscription émis aux souscripteurs du placement privé et des financements en prise ferme). Chaque tranche de 20 bons de souscription permet au détenteur d'acheter une action ordinaire au prix d'exercice de 9,94 \$ CA à tout moment jusqu'au 30 mars 2015.

La juste valeur des bons de souscription a été calculée selon le modèle d'évaluation des options Black-Scholes en utilisant les hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque :	2,75 %
Date d'expiration :	30 mars 2015
Volatilité historique :	50 %
Dividendes attendus :	Nul

En conséquence, la juste valeur initiale des bons de souscription a été estimée à 24,4 M\$ (déduction faite des frais de transaction de 1,0 M\$).

iii) Les débetures garanties de rang supérieur sont des obligations de premier rang directes de la Société et bénéficient d'une charge de premier rang sur les biens affectés prioritairement aux débetures et d'une charge de troisième rang sur les biens affectés prioritairement à la facilité de crédit adossée à des actifs.

- iv) Les frais de transaction ont été répartis entre les débetures garanties, les actions ordinaires et les bons de souscription selon la juste valeur de chaque instrument.
- v) Certains des administrateurs de la Société, y compris des membres de la haute direction qui sont des administrateurs, ont participé au financement par placement privé. Le montant total des débetures détenues par des administrateurs au 30 juin 2011 était de 9,2 M\$ CA. Les transactions avec les administrateurs et des membres de la haute direction ont été effectuées aux mêmes termes et conditions que celles avec les autres détenteurs de débetures.
- vi) Au deuxième trimestre 2011, la Société a acheté pour 20,0 M\$ en capital des débetures à un taux de 1,06, dans le cadre d'une offre public de rachat.
- b) La Société a obtenu un prêt du gouvernement du Canada sous forme d'obligation sans intérêt au montant de 2,9 M\$ CA. Ce prêt est remboursable en cinq (5) paiements égaux consécutifs à partir du mois d'avril 2014. La valeur initiale de cette dette était de 4,0 M\$ CA. Un montant de 1,2 M\$ CA est présenté au poste immobilisations corporelles.
- c) Le tableau suivant présente le calendrier des remboursements de capital de la Société au cours des cinq prochaines années.

Année	Obligations en vertu de contrats de location-acquisition			Prêt gouvernemental	Débetures garanties	Remboursement de capital total
	Versements minimaux	Intérêts	Capital			
(en milliers de dollars US)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
30 septembre 2012	27	1	26	-	6 821	6 847
30 septembre 2013	17	-	17	-	6 821	6 838
30 septembre 2014	-	-	-	777	13 642	14 419
30 septembre 2015	-	-	-	777	89 881	90 658
30 septembre 2016	-	-	-	777	-	777
Plus de cinq ans	-	-	-	1 554	-	1 554
	44	1	43	3 885	117 165	121 093

Engagements

Les débetures ne contiennent aucun engagement financier, mais la Société doit respecter certaines clauses restrictives non financières. Au 30 septembre 2011, la Société respectait tous ses engagements.

Facilité de crédit adossée à des actifs

Le 30 mars 2010, la Société a conclu une entente relative à une facilité de crédit adossée à des actifs (« FCA ») doté d'une durée de 36 mois avec une limite d'emprunt de 45 M\$. Au deuxième trimestre de 2011, la Société a modifié les conditions de la FCA en augmentant la disponibilité d'emprunt à 55,0 M\$ et en prolongeant la durée d'un an au 31 décembre 2014. Selon les conditions de la FCA, la Société n'est assujettie à aucun engagement financier. Cependant, la convention de crédit FCA renferme certains engagements non financiers. Au 30 septembre 2011, la Société avait prélevé un montant de 40,2 M\$ sur cette facilité et elle respectait tous ses engagements. Le taux d'intérêt sur cette facilité est le taux directeur +1-1,5 % et le TIOL +2,25-2,75 %.

Les obligations aux termes de la FCA sont garanties par i) une sûreté de premier rang grevant l'ensemble des comptes, des comptes clients, actuels et futurs, exception faite des comptes clients pour lesquels les débiteurs sont situés à l'extérieur du Canada et des États-Unis et qui sont vendus ou financés aux termes des facilités renouvelables additionnelles, des stocks, des comptes de dépôt et des immeubles détenus à titre d'investissement, et l'ensemble des biens incorporels généraux, des actes mobiliers, des documents, des obligations de soutien, des lettres de crédit, des lettres de droit de crédit et des autres actifs actuels et futurs liés aux comptes et aux comptes clients, aux stocks, aux comptes de dépôt et aux immeubles détenus à titre d'investissement, ainsi que l'ensemble des produits et du produit tiré de ceux-ci et ii) une sûreté de deuxième rang grevant la totalité des immeubles, des tenures à bail sur les immeubles, la quasi-totalité de l'équipement et des autres immobilisations corporelles liées aux immeubles actuels et futurs et les actions ou les autres titres de participation ou participations dans les filiales et les membres du même groupe de chaque partie liée au crédit et l'ensemble des produits et du produit tiré de ceux-ci.



8. Capital-actions, bons de souscription et surplus d'apport

Capital-actions

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Émis et en circulation*

	30 septembre 2011		31 décembre 2010	
	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au début de l'exercice	16 363 570	429 007	1 830 610	308 678
Émission d'actions en contrepartie d'espèces	-	-	10 107 109	85 859
Émission d'actions en règlement de dettes	-	-	4 425 851	37 869
Frais d'émission d'actions	-	-	-	(3 399)
Solde à la fin de l'exercice	16 363 570	429 007	16 363 570	429 007

* Le nombre des actions ordinaires émises et en circulation traduit un regroupement d'actions à raison d'une (1) action ordinaire post-regroupement pour chaque tranche de vingt (20) actions ordinaires d'avant regroupement émises et en circulation réalisé au deuxième trimestre terminé le 30 juin 2011.

Bons de souscription

La Société a émis 243 844 000 bons de souscription au prix d'exercice de 0,50 \$ CA, chaque bon permettant au détenteur d'acheter une action ordinaire jusqu'à son expiration le 30 mars 2015. Suite au regroupement des actions réalisé au deuxième trimestre de 2011, le nombre de bons de souscription en circulation n'a pas été rajusté. Cependant, les détenteurs de bons de souscription pourront acquérir une nouvelle action ordinaire post-regroupement pour chaque tranche de 20 bons de souscription au prix d'exercice de 9,94 \$ CA par action ordinaire. Le rajustement du prix d'exercice des bons de souscription reflète les termes de la convention relative aux bons de souscription. La juste valeur initiale des bons de souscription est de 24,4 M\$, déduction faite de frais de transaction de 1,0 M\$ (note 7). Le produit de l'exercice des bons de souscription est soumis à des restrictions contractuelles et sera affecté au rachat des débetures de la Société.



9. Options sur actions, régime d'unités d'actions et régime d'unités d'actions différées

- a) La Société offre un régime de rémunération à base d'actions. En vertu de ce régime, des options peuvent être attribuées à des dirigeants et à d'autres employés clés de la Société et de ses filiales en vue de l'achat d'actions ordinaires de la Société.

Le tableau suivant présente un résumé des options sur actions en cours et pouvant être levées aux 31 décembre en vertu du régime d'options sur actions de la Société :

	30 septembre 2011		31 décembre 2010	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CA
(En dollars canadiens)				
Options en cours au début	1 159 271	21,69	51 678	292,22
Attribuées	52 995	9,13	1 107 703	9,10
Exercées	-	-	-	-
Éteintes ¹⁾	(18 923)	18,19	(110)	300,83
Options en cours à la fin	1 193 343	21,54	1 159 271	21,69
Options pouvant être exercées à la fin	261 364	64,21	51 568	292,20

¹⁾ Les options non levées lorsqu'elles arrivent à terme sont éteintes.

Le 12 avril 2011, la Société a attribué 17 975 options au prix d'exercice de 11,40 \$. Ces options deviennent acquises au cours des quatre premières années après la date d'attribution à raison de 20 % par année. La date d'expiration est le 12 avril 2021. La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date de l'attribution en utilisant le modèle d'évaluation des options Black-Scholes en utilisant les hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque :	2,89 %
Durée des options :	6 ans
Volatilité historique :	43,1 %
Dividendes attendus :	Nul

La juste valeur de chaque option attribuée était de 4,73 \$ CA.

Le 12 août 2011, la Société a attribué 35 020 options au prix d'exercice de 7,97 \$. Ces options deviennent acquises au cours des quatre premières années après la date d'attribution à raison de 20 % par année. La date d'expiration est le 12 août 2021. La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date de l'attribution en utilisant le modèle d'évaluation des options Black-Scholes en utilisant les hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque :	1,71 %
Durée des options :	6 ans
Volatilité historique :	43,3 %
Dividendes attendus :	Nul

La juste valeur de chaque option attribuée était de 3,19 \$ CA.

- b) Le régime d'unités d'actions (« RUA ») de la Société, en vigueur depuis le 24 février 2005 et amendé par la suite, permet au conseil d'administration d'attribuer des primes sous forme d'unités d'actions à des dirigeants et à d'autres employés clés de la Société et de ses filiales. Les unités d'actions peuvent être tributaires du temps et/ou du rendement, et de façon générale deviennent acquises trois ans après la date d'attribution. Le régime ne crée aucune dilution, et les unités sont réglées en actions acquises sur le marché secondaire, ou en trésorerie, au gré de la Société.



Le tableau suivant résume les unités d'actions en cours et pouvant être levées en vertu du régime d'unités d'actions de la Société :

	30 septembre 2010	31 décembre 2010
Unités en cours au début de la période	207 746	12 162
Attribuées	213 035	198 768
Levées	(57 395)	(3 184)
Éteintes	(63 890)	-
Unités en cours à la fin de la période	299 496	207 746

Aucune unité ne pouvait être levée au 30 juin 2011 et 2010.

Le 12 avril 2011 et le 12 août 2011, la Société a attribué des unités d'actions à certains dirigeants et à d'autres employés clés en vertu du RUA. La Société a attribué 203 545 et 9 490 unités d'actions, respectivement, à une juste valeur à la date de l'attribution de 11,40 \$ CA et 7,97 \$ CA, respectivement, dont le tiers devient acquis à chaque année.

- c) Le 29 mars 2007, la Société a adopté le régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société. Ce régime d'unités d'actions différées vise à faire correspondre les intérêts de ces administrateurs à ceux des actionnaires de la Société.

Aux termes du régime d'unités d'actions différées, chaque administrateur qui n'est pas un employé de la Société peut recevoir, sous forme d'unités d'actions différées, jusqu'à 100 % du montant de sa rémunération forfaitaire annuelle. Ce montant lui est versé trimestriellement. Aux termes du régime d'unités d'actions différées, en date du dernier jour de chacun des trimestres d'un exercice financier de la Société, la Société crédite à l'administrateur un nombre d'unités d'actions différées établi selon le montant de la rémunération différée payable à cet administrateur pour le trimestre en question, divisé par la valeur d'une unité d'action différée, qui est le cours moyen pondéré des actions ordinaires à la TSX pendant les trois jours de Bourse précédant le dernier jour de chacun des trimestres d'un exercice financier de la Société. Nonobstant le choix fait par un administrateur, si celui-ci ne se conforme pas à la Politique en matière d'actionariat le jour où lui sont créditées les unités d'actions différées, 50 % de sa rémunération forfaitaire annuelle de base (ou tout autre montant inférieur permettant à l'administrateur de se conformer à la Politique en matière d'actionariat) lui sera versée sous forme d'unités d'actions différées. Les unités d'actions différées attribuées aux termes du régime d'unités d'actions différées seront rachetables et leur valeur ne sera payable qu'une fois que l'administrateur de la Société aura cessé d'agir à ce titre.

Le tableau suivant résume le régime d'unités d'actions différées de la Société :

	30 septembre 2010	31 décembre 2010
Unités en cours au début de la période	58 948	19 122
Attribuées	15 152	53 001
Levées	(8 577)	(13 175)
Unités en cours à la fin de la période	65 523	58 948

10. Note aux états consolidés des flux de trésorerie

Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation

	Neuf mois terminés les 30 septembre,	
	2011	2010
	\$	\$
Clients et autres débiteurs	(14 029)	(11 881)
Stocks	(19 689)	(20 144)
Charges payées d'avance	(1 376)	3 381
Fournisseurs et autres créditeurs	11 567	9 039
Écart de conversion lié aux éléments du fonds de roulement	(4 324)	2 921
	(27 851)	(16 684)

11. Gestion du risque financier

Facteurs de risques financiers

La Société est exposée à des risques d'importance diverse qui pourraient affecter sa capacité de réaliser ses objectifs stratégiques de croissance. Le processus de gestion des risques de la Société a pour principal objectif d'assurer que les risques soient correctement identifiés et que l'apport en capital soit adéquat à l'égard de ces risques. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée sont décrits ci-dessous.

a) Risque de liquidité

Par risque de liquidité, on entend les risques associés au fait que la Société ne serait pas en mesure de respecter ses obligations financières au moment où elles deviennent exigibles ou qu'elle ne pourrait le faire qu'à un coût excessif. La Société gère ce risque en maintenant des prévisions détaillées de la trésorerie, ainsi que des plans stratégiques et d'exploitation à long terme. La gestion de la trésorerie consolidée exige un suivi constant des encaissements et des déboursés, réalisé par la prévision détaillée de la situation de trésorerie consolidée de la Société, permettant d'assurer une utilisation adéquate et efficiente de sa trésorerie. La suffisance de la trésorerie est évaluée à la lumière des besoins saisonniers et des échéances de la dette. La Société est toujours à l'affût d'occasions de financement qui lui permettraient d'optimiser sa structure du capital et de maintenir la souplesse financière appropriée.

Les échéances contractuelles sur les passifs financiers de la Société sont les suivantes au 30 septembre 2011 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	Entre deux et trois ans	Entre quatre et cinq ans	Plus de cinq ans
(en milliers de dollars US)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Facilité de crédit adossée à des actifs	40 155	40 155	40 155	-	-	-
Fournisseurs et autres créditeurs	74 195	74 195	74 195	-	-	-
Prêt gouvernemental	2 835	3 885	-	777	1 554	1 554
Débitures garanties	109 359	156 326	21 125	40 826	94 375	-
Contrats de change	253	253	241	12	-	-
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	43	44	27	17	-	-
	226 840	274 858	135 743	41 632	95 929	1 554

b) Risques de marché

i) Risques associés aux devises étrangères

La Société est exposée à des risques de marché imputables aux fluctuations des taux de change, principalement aux fluctuations de la valeur du dollar américain par rapport à l'euro et la livre sterling pour ses activités internationales et la variation du \$CA par rapport au \$US pour ses activités canadiennes. La politique de la Société consiste à stabiliser le bénéfice en limitant son exposition aux fluctuations du change, principalement grâce à l'utilisation de contrats de change à terme. L'approche de gestion du risque de la Société consiste à mettre en place des mécanismes de couverture pour une période maximale de 24 mois. Sa politique de couverture interdit catégoriquement les opérations de change spéculatives. En matière de contrat de change à terme, la Société traite uniquement avec des institutions financières bien établies.

Le tableau suivant présente une information sommaire sur les engagements de la Société au titre des contrats de change au 30 septembre 2011 :

Contrats de change	Notionnel	Taux de change moyen	Date d'échéance	Équivalent du notionnel	Juste valeur marchande
(en milliers de dollars US)	\$			\$	\$
Vente - Dollars US contre dollars CA	22 850	1,0363	Septembre 2012	23 679	(250)
- Euros contre dollars US	9 525	1,3291	Mars 2013	12 660	(123)
- Livres sterling contre dollars US	4 550	1,5855	Juin 2013	7 214	120

Le tableau suivant illustre la sensibilité des résultats de la Société à une hausse de 10 % du dollar canadien, de l'euro, de la livre sterling et du peso mexicain, que la direction croit être raisonnablement réalisable, sur les résultats libellés en dollars américains. L'analyse de sensibilité tient compte des éléments monétaires libellés en monnaies étrangères et ajuste leur conversion en fin de période pour tenir compte d'une modification de 10 % des taux de change des monnaies étrangères.

Monnaie	Neuf mois terminés les 30 septembre,	
	Résultat net	Capitaux propres
(en milliers de dollars US)	\$	\$
\$CA	-	(9 718)
Euro	1 708	-
Livre sterling	942	-
Peso mexicain	-	2 274

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est un risque associé à la fluctuation des flux de trésorerie futurs provenant d'un instrument financier, en raison de changements survenant dans le marché des taux d'intérêts.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison des fluctuations pouvant survenir sur les taux d'intérêts appliqués aux équivalents de trésorerie et aux placements à court terme, qui profitent d'intérêts aux taux du marché, et à la facilité de crédit adossée à des actifs qui fluctue selon les taux d'intérêts. Au 30 septembre 2011, la Société était exposée à un risque de taux d'intérêt sur les 40,2 M\$ prélevés sur sa facilité de crédit adossée à des actifs. Au 30 septembre 2011, toutes autres variables demeurant inchangées, une modification de 1 % du TIOL ou du taux directeur aurait eu une incidence négative de 0,1 M\$ (nul en 2010).

La Société n'utilise aucun instrument financier dérivé pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. La Société gère ce risque en maximisant les revenus d'intérêts qu'elle reçoit sur ses fonds excédentaires, tout en conservant la trésorerie nécessaire au maintien de son exploitation quotidienne.

c) Risque de crédit

Le risque de crédit consiste en une perte imprévue survenant lorsqu'un client ou une tierce partie à un instrument financier fait défaut à ses obligations contractuelles. La Société réduit ses risques associés à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux instruments financiers dérivés et aux dépôts auprès de banques et institutions financières en traitant avec des institutions financières solvables.

Les débiteurs de la Société sont composés de factures envoyées à des clients, moins les provisions associées aux programmes de rabais et incitatifs offerts aux clients. Ce risque est réduit par l'analyse de la situation financière de ses clients et par la révision régulière de leurs limites de crédit, ainsi qu'en prenant des mesures d'atténuation du risque de perte par l'obtention d'une assurance crédit. En raison de la diversité géographique de ses clients et des procédures associées à la gestion de ses risques commerciaux, la Société croit qu'il n'existe pas de concentration particulière de risque de crédit.

Estimations de la juste valeur

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme se rapprochait de leur juste valeur à la date du bilan, en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. La juste valeur comptable de la dette à long terme de la Société, établie selon des prix cotés sur un marché actif, diffère de la valeur comptable. La juste valeur est d'environ 119,6 M\$ et porte intérêt à un taux fixe.

La Société répartit ses instruments financiers évalués à la juste valeur selon les niveaux suivants :

- Niveau 1 – utilisation des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2 – utilisation des données observables pour les actifs et les passifs autres que des prix cotés qui ne sont pas compris au niveau 1, soit directement (les prix) ou indirectement (tirées des prix);
- Niveau 3 – utilisation des données pour les actifs et les passifs qui ne sont pas basées sur des données observables.

La juste valeur des actifs et des passifs financiers évalués à la juste valeur au bilan au 30 septembre 2011 s'établit comme suit :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change	-	(253)	-	(253)
	-	(253)	-	(253)



Gestion des risques liée au capital

Le capital se définit comme la dette à long terme moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et le capital-actions, le surplus d'apport et le déficit. Le tableau suivant résume certains renseignements sur la structure de capital de la Société à la fin de chaque période :

	30 septembre 2011	31 décembre 2010
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 801)	(5 277)
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	111 067	125 542
	108 266	120 265
Capitaux propres (insuffisance) excluant les autres éléments du résultat global	82 126	72 767
Total capital	190 392	193 032

12. Engagements et éventualités

- a) Au 30 septembre 2011, les deux poursuites contre la Société relativement à la responsabilité du fait du produit ont été réglées en principe et sont sujettes à l'approbation de la Cour. La Société est impliquée dans divers litiges survenant dans le cours normal de ses activités. La Société n'est pas en mesure d'évaluer l'issue de ces procédures en ce moment. La Société est d'avis que l'issue de ces procédures n'aura aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.
- b) En avril 2008, un recours collectif visant la Société a été déposé à la Cour de district des États-Unis pour le District du New Jersey au nom des personnes ayant acheté ou reçu en cadeau aux États-Unis des jouets magnétiques assujettis aux rappels de produits de la Société, annoncés en mars 2006, avril 2007 et mars 2008. Bien que la Société croit avoir un potentiel de défense méritoire contre ce recours, il a été décidé de régler cette poursuite sans admettre aucune responsabilité afin d'éviter d'engager d'autres frais de litige (le « règlement »). Les conditions du règlement ont été déposées à la Cour qui a donné son approbation préliminaire et qui doit rendre son jugement final le 15 décembre 2011. Un avis a été donné aux participants recours collectif putatif. Le présent règlement prévoit un paiement monétaire aux consommateurs et à leurs représentants légaux. La Société croit avoir constitué une provision suffisante en lien avec ce litige dans ses états financiers. Il n'y a aucun assurance que le règlement déposé en Cour sera approuvé ou que ce dossier se réglera aux mêmes conditions que celles envisagées dans la présente requête.

La Société est également défenderesse dans d'autres causes survenues dans le cours normal de ses activités. Il n'est pas possible d'affirmer qu'aucun autre incident, poursuite ou réclamation ne se présentera, ni qu'aucune autre enquête de la *Consumer Products Safety Commission* des États-Unis ou d'un autre organisme de réglementation ne sera entreprise relativement aux produits MAGNETIX ou à tout autre produit, ni n'entraînera aucun autre rappel de produits.



13. Informations sectorielles

Informations sectorielles (en milliers de dollars US)	Trimestres terminés les 30 septembre,		Neuf mois terminés les 30 septembre,	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires net				
Jouets	105 914	101 803	189 872	175 958
Papeterie et jeux d'activités	27 440	26 488	78 460	80 253
	133 354	128 291	268 332	256 211
Résultat d'exploitation				
Jouets	20 930	21 283	20 894	8 025
Papeterie et jeux d'activités	1 020	1 796	(1 268)	(1 260)
	21 950	23 079	19 626	6 765
Informations par secteur géographique				
(en milliers de dollars US)	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires net				
Amérique du Nord ¹⁾	79 040	74 783	169 015	163 211
International	54 314	53 508	99 317	93 000
	133 354	128 291	268 332	256 211
Résultat d'exploitation				
Amérique du Nord	10 600	10 601	10 457	78
International	11 350	12 478	9 169	6 687
	21 950	23 079	19 626	6 765
Amortissement des immobilisations corporelles				
Amérique du Nord	2 750	2 607	7 685	7 698
International	180	279	590	843
	2 930	2 886	8 275	8 541
Immobilisations corporelles, actifs incorporels et goodwill				
Amérique du Nord ²⁾			59 955	50 665
International			23 930	24 587
			83 885	75 252

¹⁾ Inclut un chiffre d'affaires net de 18,1 M\$ réalisé au Canada pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2011 (14,4 M\$ en 2010).

²⁾ Inclut les immobilisations corporelles au Canada de 28,0 M\$ en 2011 (18,7 M\$ en 2010).